

LETTRE D'INFORMATION N°3 - ARCEAU-IDF

Un programme de rentrée bien chargé !

ARCEAU entre tranquillement dans l'automne après une rentrée riche en évènements. Elle s'est ouverte sur le Conseil d'orientation (COR) de l'association, qui s'est tenu le 25 septembre dernier. Les élus présents ont notamment pu prendre connaissance de l'activité des groupes de travail l'année passée, des outils proposés par le site Internet et des manifestations prévues à court et moyen terme : le séminaire « Gouvernance et participation en Ile-de-France », qui aura lieu en fin d'année, et la conférence internationale « Eau et mégapoles » qui se déroulera fin 2015. Les élus ont salué avec enthousiasme les projets de l'association, tant sur le fond que sur la forme : l'identité du site internet, les méthodes de travail et le ton des premiers écrits sont en adéquation avec les objectifs de rapprochement et de dialogue entre science et société dans le domaine de l'eau. Les premières réalisations commencent à répondre aux promesses esquissées en 2013, et l'association devrait progressivement trouver sa place dans le paysage francilien.



Début octobre, ARCEAU a profité de l'été indien finissant pour aller réfléchir à la campagne. C'est la Normandie qui a accueilli la première « Université d'automne » de l'association, rassemblant le temps d'un week-end les membres du bureau et les responsables des groupes de travail. L'objectif était de faire le bilan de cette première année de fonctionnement, de prendre le temps de débattre du futur d'ARCEAU, en tenant compte à la fois des ambitions exprimées à l'occasion du COR et de nos forces vives. Les premiers résultats de l'enquête réalisée ces derniers mois auprès des membres de l'association (pour recueillir leurs idées et leurs attentes) ont largement nourri ces réflexions. Nous avons pu avancer sur les priorités à poursuivre et les outils à mettre en place.

Pour en savoir plus sur les pistes débattues à l'occasion du COR et les premiers résultats de l'enquête, vous trouverez [ici](#) une brève d'actualité signée par l'association H2O. Et pour le reste de notre actualité : les pages qui viennent devraient vous éclairer !

Bonne lecture,
Mathilde Soyer,
Directrice d'ARCEAU-IdF



Université d'automne

Sommaire

- **Le mot de Jacques Perreux**, élu du Val-de-Marne
- **Groupes de travail thématiques** : synthèse des dernières avancées et lancement du groupe « Micropolluants »
- **Agenda ARCEAU** : le séminaire « Gouvernance et participation » approche, découvrez le programme.
- **Focus sur une initiative intéressante dans le réseau ARCEAU** : la modélisation d'accompagnement, une collaboration scientifique originale



Jacques Perreux, conseiller général du Val-de-Marne et conseiller régional d'Ile-de-France : *« La conférence Eau et mégapoles mérite tout notre soutien. »*

ARCEAU : Pour quelles raisons soutenez-vous notre initiative et vous impliquez-vous dans l'association ?

C'est une belle idée de créer une interface entre chercheurs, collectivités, élus et techniciens. Il n'y a pas trop de lieux pour faire vraiment de l'eau un bien commun. C'est-à-dire un bien pensé en commun, des enjeux réfléchis de façon contradictoire, des recherches travaillées librement... au rythme des chercheurs, et appropriées ou non par les collectivités, qui, à leur tour, doivent toujours mieux associer les citoyens.

C'est la bonne façon pour que les décisions concernant l'eau soient partagées. Ce processus de partage est indispensable pour que l'eau ne divise pas, mais rassemble comme elle l'a fait le plus souvent dans l'histoire de l'humanité. De ce point de vue, les avancées des groupes de travail sont stimulantes et déjà convaincantes de l'utilité d'Arceau.

Et puis la conférence internationale sur « Eau et mégapoles » exprime une grande ambition. Elle mérite tout notre soutien.

Les groupes de travail : synthèse des dernières avancées

Les groupes de travail continuent à se réunir régulièrement, un noyau dur de participants se forme et les projets se précisent.

« La biologie, nous on arrête, on a toujours des 6 ou des 7 sur 20...! » (Une opérationnelle du CG 94, groupe PRUNE)

Le groupe « Petites rivières urbaines » (PRUNE) se lance comme prévu dans une expérimentation collective, qui vise notamment à s'affranchir d'une communication très « déprimante » quand on aborde la restauration des cours d'eau. Les indicateurs, notamment biologiques, ne quittent pas les



zones rouges et oranges, et les notes sont en-dessous des performances attendues, quels que soient les efforts mis en œuvre. La faute à un référentiel qualifié d'imparfait voire « d'injuste », car ne tenant pas compte de l'état de départ des masses d'eau, des pressions particulières exercées par les activités humaines dans certains espaces... La question que se pose le groupe PRUNE est la suivante : « est-il possible d'aller vers un *mieux* qu'on aurait défini nous-même, à partir d'un ensemble de critères jugés plus justes, plus

efficaces et plus territorialisés ? » Le but n'est pas de « sortir » du cadre de la DCE, mais bien de développer une vision complémentaire : l'approche proposée a des ambitions stratégiques, opérationnelles, éthiques, expérimentales...

Le territoire du Morbras est retenu comme site d'investigation pour réaliser cette expérimentation collective, plus précisément le parc du Morbras à Sucy-en-Brie, géré en grande partie par le CG 94. Des travaux ont déjà été entrepris dans cette zone, et de premiers effets sont observables (un mystère reste notamment à éclaircir, qui concerne la recrudescence étonnante de poissons dans une zone qui apparaît comme un « refuge »...). La prochaine étape va consister à réunir autour de la table les acteurs invités à confronter leurs visions de ce que peut être un « gain » en qualité pour une petite rivière urbaine (DRIE, Conseils généraux, Agence de l'eau, communes...). Parle-t-on de critères physiques, chimiques, morphologiques ? Va-t-on jusqu'à des indicateurs sociaux ou « socialisés » qui prendraient en compte l'appropriation de l'espace par les usagers ? L'exemple du Morbras servira à tirer des enseignements que le groupe souhaite utiles à l'ensemble des collectivités. Il est prévu en parallèle une visite collective du site, pour concrétiser les choses et discuter *in situ* des projets, souhaits, et idées de chacun pour la restauration de ce cours d'eau.

« On donne une valeur, comme ça, parce qu'il faut bien à un moment donné dire quelque chose, et puis après c'est gravé dans le marbre ! » (Une chercheuse, groupe Normes et usages)

Le groupe « Normes et usages » s'est lancé dans un travail de généalogie de certaines normes. Bernard de Gouvello, chercheur eu LEESU et au CSTB, a retracé lors de la dernière séance la constitution des textes réglementaires encadrant la réutilisation des eaux de pluie. « Refaire l'histoire » de cette production juridique permet de tirer des leçons qui dépassent largement ce cas d'étude et vont alimenter les réflexions du groupe. Bien souvent, une norme doit beaucoup à son contexte de naissance : le profil des acteurs réunis autour de la table, l'urgence de la prise de décision, les éléments de connaissance disponibles à ce moment là... La règle retenue peut s'expliquer davantage par ces contingences que par sa « qualité » intrinsèque, c'est à dire sa pertinence, son exactitude ou encore sa justesse. Le cas d'école



exposé révèle l'importance des cultures professionnelles (les ingénieurs hygiénistes ont du mal à promouvoir le recours à des eaux de qualité non-potable, signe d'une « régression sanitaire » qui reviendrait à « nier » les fondements de leurs approches et l'essentiel de leur message), l'incidence du processus d'élaboration (quand le politique s'en mêle, la norme de réutilisation des eaux de pluie se fait beaucoup plus souple), le caractère aléatoire de certaines valeurs... Plus globalement, un « expert » est parfois consulté pour fixer des exigences de qualité ou des règles de dépollution, il s'y emploie en proposant une valeur à titre indicatif, valeur qui se retrouve ensuite « gravée dans le marbre », comme le soulignent plusieurs participants du groupe. L'ensemble de ce travail et les discussions qui suivent visent bien à retrouver, face à certaines normes, une « distance critique » et des arguments pour faire le plus intelligemment possible avec des contraintes parfois pesantes. Ce mouvement de « déconstruction » de l'autorité (mais surtout de la légitimité) de certaines règles va se poursuivre. Il devrait permettre aux praticiens de gagner en capacité de négociation pour défendre leurs propres interprétations de la norme ou proposer, quand c'est possible, leurs propres règles.

Le groupe a également décidé d'inviter régulièrement des « grands témoins », à même de parler de leur rapport à la norme, qu'ils la fabriquent, la fassent appliquer ou doivent s'y contraindre. Il est envisagé de convier lors de la prochaine réunion un représentant de la Police de l'eau.

« Il n'y a pas beaucoup de discussions sur les micropolluants dans les eaux urbaines... » (Coordinateur d'OPUR, dans le cadre du Conseil d'orientation)

ARCEAU a lancé un nouveau groupe de travail, « **Micropolluants dans les eaux urbaines** », initié par Ghassan Chebbo, le coordinateur d'OPUR, l'Observatoire des polluants urbains, programme de recherche existant depuis près de 20 ans en région parisienne. Il est co-animé par Julien Paupardin, chargé de mission au CG 93. Une quinzaine de participants ont été sollicités pour constituer le noyau dur de ce groupe, qui discutera des marges de manœuvre dévolues aux collectivités pour faire face

aux nouveaux risques que constituent les micropolluants : comment bien identifier les diverses sources de cette pollution, et mettre en place des stratégies de gestion appropriées ? Comment avancer ensemble vers une « philosophie commune » en la matière, qui tienne compte des risques mais aussi du coût des efforts à consentir pour répondre à ce problème ?

Une première réunion a eu lieu le 22 octobre au LEESU, à Champs-sur-Marne. Trois heures de discussion particulièrement productives ont permis d'avancer sur le périmètre d'étude du groupe et ses priorités. Les praticiens ont été invités à formuler précisément leurs besoins et attentes à l'égard de la recherche mais aussi du cadre proposé par ARCEAU. Les scientifiques se sont eux soumis à l'exercice suivant : exprimer trois « apports » de leurs travaux qu'ils imaginent utiles aux praticiens et aux problèmes qui se posent concrètement aux collectivités.



Les propositions, rassemblées au tableau par thèmes, ont permis de dégager des pistes de travail :

- 1) Réaliser un « état des lieux » des connaissances disponibles sur le territoire francilien, ce travail de synthèse devant permettre aux praticiens de faire des choix plus informés ;
- 2) Approcher le problème des micropolluants de façon large, sans séparer « les polluants dans le milieu urbain » et « les polluants dans le milieu naturel ». Si dans le monde de la recherche ces investigations sont souvent cloisonnées (les équipes travaillent sur l'une ou l'autre de ces questions), les collectivités s'interrogent à une échelle globale qui lie le tout : quelle est la contribution de la ville au milieu naturel ? Sur quels polluants et à quels endroits faut-il concentrer les efforts ?
- 3) Opérer un travail de vulgarisation des connaissances qui tienne compte de la diversité des interlocuteurs (techniciens, élus, usagers...) et des objectifs de cette communication (informer, expliquer, convaincre...) ;
- 4) Bénéficier de l'éclairage des scientifiques pour améliorer le suivi des molécules polluantes : lesquelles suivre en priorité (en fonction des problématiques propres aux collectivités : environnementales, sanitaires, réglementaires...) ? Avec quels protocoles « réalistes », c'est-à-dire à même d'obtenir des résultats significatifs sans engager des procédures trop sophistiquées ni trop coûteuses ?
- 5) Elargir le groupe de travail à plusieurs acteurs, notamment aux chercheurs du PIREN-Seine pour aborder le devenir des micropolluants dans le milieu naturel, aux chercheurs en sciences humaines et sociales pour accompagner le questionnement relatif aux stratégies d'action publique (quelles politiques, avec quels acteurs, pour quels coûts...), à l'Agence de l'eau pour avoir une vision du bassin versant...

La prochaine étape du groupe « Micropolluants » consistera à faire des choix parmi ces objectifs ambitieux, pour arrêter un programme de travail raisonnable à moyen terme. Il est aussi nécessaire de penser dès à présent aux modes de valorisation des travaux effectués par ce collectif, et aux outils qu'il souhaite mettre en place pour avancer vers des réalisations concrètes.

L'Agenda ARCEAU : le séminaire Gouvernance et participation approche

Le colloque « Gouvernance et participation » aura lieu les 1er et 2 décembre prochain, à AgroParisTech, 16 rue Claude Bernard, dans le 5ème arrondissement. Partant de la question « Qui gouverne quand personne ne gouverne ? », la manifestation se propose de mieux investiguer les lieux de gouvernance et de participation en Ile-de-France. La superposition voire l'émiettement des espaces aussi bien de discussion, de décision que de gestion rendent souvent les politiques de l'eau peu lisibles. L'objectif de ces deux journées est de faire un pas supplémentaire dans la clarification de ces questions : comment repérer et qualifier « l'offre » de participation sur le territoire francilien ?

Qu'apportent ces dispositifs à la « gouvernance » de l'eau au sens large ? Quels sont les forces et faiblesses de ces démarches collectives, et comment nourrissent-elles plus globalement les politiques locales ?

La première journée sera consacrée à des interventions diverses, la seconde à des ateliers. Le programme est le suivant :



Au bord de la Spree, Berlin

Première journée

- **Table-ronde 1** - Gouvernance et participation : quelles relations ? Point de vue des spécialistes de la participation (interventions de chercheurs)
- **Table-ronde 2** – Mise en perspective : que se passe-t-il dans d'autres pays, régions, ou secteurs d'actions publiques ?
- **Table-ronde 3** – Retours d'expériences franciliennes : Présentation d'initiatives de participation ou d'instances de concertation (témoignages de collectivités, association, observatoires, élus...). Restitution d'étudiants de Master ayant travaillé sur une synthèse de ces expériences, replacées dans le contexte des politiques locales.

Deuxième journée

- **Atelier 1** : Cartographie de la participation en matière d'eau en Ile-de-France : instances consultatives pérennes, consultations ponctuelles, territoires couverts...: Quels outils pour quels objectifs ?
- **Atelier 2** : Cartographie de la gouvernance de l'eau en Ile-de-France : Qui décide ? Qui pilote ? Identification des lieux de pouvoirs et points de décision stratégiques.
- **Table ronde de restitution** : les deux ateliers précédents auront lieu en parallèle, et les deux cartographies seront confrontées / superposées pour tenter une articulation entre gouvernance et participation. Discussion avec la salle et synthèses des réflexions menées sur les 2 jours.

Le programme détaillé sera communiqué très prochainement, et les inscriptions seront ouvertes dans les semaines qui viennent. Le séminaire est gratuit et ouvert à tous.

Une collaboration scientifique à découvrir : la modélisation d'accompagnement, questionnée à l'occasion du séminaire « ComMod et SAGE »



La lettre d'information d'ARCEAU ne relaie pas que ses actualités propres : elle est aussi l'occasion de mettre en lumière des initiatives scientifiques, techniques ou politiques intéressantes, qui ont lieu sur le territoire francilien. C'est le cas de la démarche présentée ici.

La modélisation d'accompagnement est un outil qui propose d'utiliser la modélisation pour appuyer les discussions des acteurs. Elle s'appuie sur deux choses : premièrement, la simulation d'un choix de gestion afin d'anticiper ses effets pour mieux arbitrer, deuxièmement la mise en place d'un « jeu de rôles » qui invite les acteurs à endosser, le temps de la simulation, une autre identité professionnelle que la leur. Cette approche est aujourd'hui proposée par des bureaux d'études (comme Lisode), en appui avec des chercheurs aussi bien des sciences de l'ingénieur que des sciences humaines.

La démarche ComMod (c'est l'acronyme anglais de modélisation d'accompagnement) se fait progressivement une place dans le monde de l'eau, à commencer par les SAGE. Le collectif ComMod (composé de bureau d'études et de chercheurs), chargé depuis 2009 de promouvoir cette démarche et de l'évaluer, a noté cette particularité (la popularité de ce dispositif dans les SAGE) et décidé de l'investiguer, pour comprendre les bénéfices tirées de cette proposition méthodologique. Il

s'est appuyé sur des études de cas, comme le SAGE des 2 Morin. Ce qui procède au départ d'un besoin de compréhension, porté par un groupe soucieux de réfléchir à ces propres pratiques, a évolué dans le temps. Le collectif a souhaité associer à son enquête de terrain des acteurs investis des ces expérimentations, et assortir son diagnostic de préconisations, pour aider les opérationnels confrontés aux difficultés du dialogue et de la décision.

Le résultat de ces réflexions étaient présentées à l'occasion du séminaire « ComMod et SAGE » qui s'est tenu le 14 octobre dernier à l'université Pierre et Marie Curie de Jussieu. La journée était consacrée d'une part aux témoignages des porteurs de SAGE (qu'ils se soient saisis de la modélisation d'accompagnement où qu'ils aient expérimentés d'autres modes de concertation), d'autre part à des ateliers animés par des chercheurs, devant permettre de monter en généralité à partir des expériences relatées : à quel moment faire intervenir la modélisation d'accompagnement ? Quels leviers actionner pour permettre des résultats intéressants ? Quels freins ou limites existantes ?

Interrogée sur ce bilan, Amandine de Coninck, membre du collectif ComMod et dont la thèse porte en partie sur cet outil, revient sur les principaux enseignements tirés. On peut d'abord soulever les difficultés d'appropriation de cet outil relativement sophistiqué, qui nécessite le concours de chercheurs pointus dans des domaines divers, puisqu'il s'agit de coupler modélisation, informatique, animation et analyse des jeux d'acteurs... De ce fait, les opérationnels se posent la suivante : des animateurs de SAGE peuvent-ils piloter cette démarche seuls, ou faut-il systématiquement mobiliser un ensemble de chercheurs, ce qui suppose un investissement important ?

En face de cette contrainte, on identifie pourtant de nombreux bénéfiques. Le « jeu » permet notamment de mieux appréhender la complexité du réel, ce qu'Amandine de Coninck résume ainsi : *« Ca « complexifie » les choses... non que ça les rende plus compliquées, ce n'est pas ça ! Mais la continuité écologique par exemple n'est plus vue comme un bloc monolithique du genre « on arase tous les ouvrages pour que ça circule ». Généralement, on ne voit pas bien comment tout ça fonctionne, à l'amont, à l'aval... Le jeu permet à la fois d'entrer dans certains détails (comme le fonctionnement de telle ou telle vanne) et d'avoir une vision globale. Ca fait apparaître des marges de manœuvre qui n'étaient pas claires au départ, et des compromis possibles, au cas par cas. »* Certains élus participant à la modélisation d'accompagnement dans le cadre du SAGE des 2 Morin ont changé de point de vue : initialement réfractaire à la « continuité écologique » (car privilégiant la lutte contre les inondations, donc le maintien de barrages permettant de réguler les flux d'eau), ils se sont montré bien plus favorables à cet objectif, réalisant qu'il était en partie conciliable avec leurs propres priorités.



Autre apport précieux : des acteurs parfois « périphériques » peuvent faire entendre leurs préoccupations. Dans le cadre de ce même SAGE, les kayakistes sont parvenus à faire comprendre leur souci de conserver un niveau d'eau minimum dans la rivière, pour qu'elle reste navigable en différentes saisons.

Plus largement, le recours à cet outil paraît particulièrement utile en cas de conflits sur un territoire, lorsque s'opposent plusieurs acteurs et usages potentiels du cours d'eau. La modélisation d'accompagnement permet aux controverses de s'exprimer et aux participants de se projeter dans des solutions constructives. La mise à plat des visions de chacun entraîne une prise de distance. C'est aussi un moyen de créer de la confiance entre des groupes qui n'ont pas spontanément l'occasion de dialoguer ensemble (la dimension ludique y contribuant fortement). Cet échange est de plus orienté vers un objectif concret : trouver des marges de manœuvre (fines mais bien réelles) dans des systèmes souvent vus comme irréductiblement complexes.

Au-delà de ce rapide bilan - la synthèse présentée ici vise avant tout à faire découvrir cet outil et présenter dans les grandes lignes l'ingénierie du dispositif -, la question majeure est celle de l'articulation entre ces initiatives de concertation et les structures actuelles de la gouvernance de l'eau. Comment faire « entrer » ces dispositifs dans les cadres de la concertation déjà établis, comme les commissions thématiques des SAGE ? S'il est impensable que cette forme de participation innovante s'y substitue, ces initiatives ne peuvent rester en marge des institutions établies. Sans reconnaissance officielle, les compromis trouvés grâce à cette démarche resteront lettre morte. Pour peser sur la décision, les échanges doivent bénéficier d'une légitimité et d'un engagement : c'est cette évolution qu'il reste à penser, sans (trop) bousculer les processus décisionnels reconnus jusque-là.

Pour en savoir plus : <http://www.commod.org/> et <http://www.lisode.com/>

Informations pratiques

• Pour contacter les responsables des groupes de travail

Groupe 1 - « Petites rivières urbaines » : Catherine carré (carre@univ-paris1.fr), Claire Beyeler (claire.beyeler@mairie-saint-maur.com) et Ronan Quillien (rquillien@cg93.fr)

Groupe 2 - « Normes et usages » : Claire Beyeler (claire.beyeler@mairie-saint-maur.com) et Bernard de Gouvello (bernard.degouvello@cereve.enpc.fr)

Groupe 3 - « Gouvernance et participation » : Cécile Blatrix (cecileblatrix@gmail.com) et Ronan Quillien (rquillien@cg93.fr)

Groupe 4 - « Coordination des services urbains » : Cristophe Lehoucq (clehoucq@cg92.fr) et Jean-Claude Deutsch (jcd@leesu.enpc.fr)

Groupe 5 - « Micropolluants dans les eaux urbaines » : Ghassan Chebbo (chebbo@leesu.enpc.fr)

- **Pour nous contacter**

ARCEAU-IdF
16 rue Claude Bernard
75005 Paris

Mathilde Soyer : mathilde.soyer@arceau-idf.fr
Jean-Claude Deutsch : jcd@leesu.enpc.fr

